

Impôts. La CGT pétitionne contre la fermeture de Sainte-Anne.

Les habitants font la queue pour signer

■ « *Non à la vente de Sainte-Anne* », affiche la banderole qui vole aux quatre vents devant les grilles du centre des impôts (8e).

Les gens attendent patiemment leur tour pour signer la pétition élaborée par la CGT pour empêcher la fermeture de ce service public de proximité prévue en 2012.

En une heure, plus de 200 signatures sont recueillies. Les contribuables de cet arrondissement sont scandalisés d'apprendre de la bouche des militants cégétistes que la direction générale des impôts brade son patrimoine aux spéculateurs. Le site de Sainte-Anne, avec vue sur la mer et la Bonne Mère aux étages, regroupe, outre le service des impôts des particuliers et des entreprises, celui du cadastre, des hypothèques et d'une partie des domaines. Il emploie environ 280 agents, une vingtaine de femmes de ménage et le personnel des cantines. Ces deux dernières catégories sont très inquiètes puisqu'elles ne savent pas à quelle sauce elles vont être mangées si la vente est entérinée. Et les personnels qui s'occupent de l'imposi-

tion alertent sur « *la dégradation des conditions de travail et d'accueil du public quand tout le monde se retrouvera à la rue Borde dans des locaux plus petits, avec la concentration des 1er, 5e, 6e, 8e, 7e, 9e, et 10e arrondissements. Soit 500 contribuables à l'heure et 5 000 à la journée en pleine déclaration des impôts sur le revenu* », explique Philippe Laget, secrétaire CGT des impôts de Marseille. « *Aujourd'hui, disent les agents, les conditions sont réunies pour prendre le temps d'accueillir et d'écouter les uns et les autres. Mais demain des tensions risquent de voir le jour y compris entre collègues, vu que nous serons débordés et les usagers exaspérés par l'attente et le sentiment de ne pas avoir été écoutés par manque de temps, et de moyens humains* ».

Cette politique gouvernementale porte un nom : Révision générale des politiques publiques (RGPP). « *Ce qui compte, c'est la loi du profit. On vend un bien qui nous appartient, on supprime des emplois et à aucun moment on ne se préoccupe des personnes !* », s'insurge une employée.

PIEDAD BELMONTE

PAT